Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

32 | 2006

Varia

Introduction

Manuel Charpy et Judith Lyon-Caen

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/1088>

DOI : 10.4000/rh19.1088

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2006

Pagination : 11-17

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Manuel Charpy et Judith Lyon-Caen, « Introduction », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 32 | 2006, mis en ligne le 04 novembre 2008, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/1088> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.1088>

Tous droits réservés

MANUEL CHARPY ET JUDITH LYON-CAEN

Introduction

Cette nouvelle livraison de *varia* offre une double caractéristique : elle est presque exclusivement composée d'articles de « jeunes auteurs », qui publient ici des travaux issus de recherches doctorales ou post-doctorales ; elle donne une large part à un domaine historiographique ordinairement peu fréquenté par notre revue, l'histoire des sciences. La première caractéristique souligne toute l'importance de la formule éditoriale des *varia* qui, seule, permet de donner une visibilité régulière à des travaux encore inédits ou peu diffusés. Quant à la place accordée à l'histoire des sciences, entendue largement comme une histoire sociale et culturelle des savoirs, elle ne tient pas seulement aux hasards qui président à l'assemblage d'un numéro de *varia*. Elle reflète également une volonté de la *Revue d'histoire du XIX^e siècle* d'investir, au-delà de ses domaines de prédilection, des territoires historiographiques où s'élaborent à la fois des travaux authentiquement dix-neuviémistes et une réflexion sur les spécificités du XIX^e siècle. Or l'histoire des sciences connaît depuis plusieurs décennies un profond renouvellement qui reste un peu à l'écart de l'histoire « généraliste » et dialogue, davantage peut-être que tous les autres domaines de l'histoire, avec l'historiographie anglo-saxonne¹. On voudrait ici, de manière nécessairement très limitée, suggérer tout l'intérêt de ces travaux pour l'histoire du XIX^e siècle.

La terre, le ciel, le passé : de l'exploration de l'Afrique aux débats sur la météorologie en passant par l'égyptologie, les trois articles proposés ici, loin de toute histoire internaliste des savoirs, s'intéressent aux conditions sociales et intellectuelles de leur élaboration, à leurs implications politiques, aux usages différenciés dont ils firent l'objet, aux modalités et aux enjeux de leur diffusion dans les sociétés. La terre donc tout d'abord, avec l'article d'Isabelle Surun consacré à l'exploration de l'Afrique au XIX^e siècle. Dès le début du XIX^e siècle, on le sait, les contours de la carte du monde sont connus et tracés : c'est l'intérieur des continents qui constitue l'inconnu et offre ses

1. Voir notamment Dominique PESTRE, « Pour une histoire sociale et culturelle des sciences. Nouvelles définitions, nouveaux objets, nouvelles pratiques », *Annales. Histoire, sciences sociales*, mai-juin 1995, n° 3, pp. 487-522.

espaces à l'exploration. Isabelle Surun tire de sa thèse consacrée aux *Géographies de l'exploration* en Afrique occidentale une réflexion historiographique et épistémologique sur les approches des explorations du XIX^e siècle dans le contexte des *postcolonial studies*. Prenant ses distances par rapport au courant post-colonial liant fortement impérialisme colonisateur et explorations, elle fait apparaître toute la singularité d'une « expérience pré-coloniale » où l'explorateur parti au cœur du continent africain pour combler, le plus souvent, les blancs de la carte ne doit sa progression qu'à « la qualité des interactions et des échanges » qu'il établit avec ceux qu'il rencontre. Ce n'est pas le voyage triomphant d'une nation colonisatrice à la rencontre d'espaces et de populations donnés pour sauvages, mais le périple incertain de voyageurs solitaires ou en petits groupes au travers d'entités politiques complexes, mais bien présentes ; des hommes disposant de peu d'appuis, confrontés à des populations curieuses ou inquiètes et à des situations absolument inédites. Loin de présenter des explorateurs imprimant leur marque sur des territoires dominés, Isabelle Surun, suivant au plus près les récits et les carnets des voyageurs, décrit au contraire des hommes transformés par leur expérience et souligne la prégnance de ces interactions dans l'appréhension des territoires et des hommes. Elle propose donc d'analyser l'exploration du premier XIX^e siècle, avant la conquête coloniale à proprement parler, non comme une « production unilatérale » du regard européen mais comme « une construction conjointe de deux sociétés qui entrent en interaction à travers la personne de l'explorateur, celle d'où il vient et celle qui l'accueille pendant son voyage ».

L'article d'Éric Gady sur l'égyptologie française au XIX^e siècle nous ramène des pratiques et des expériences savantes *in situ* vers les institutions scientifiques « centrales » : comment expliquer, se demande d'emblée l'auteur, que les égyptologues aient disposé en France d'une telle influence au XIX^e siècle, parvenant à mobiliser crédits et protections bien mieux que les spécialistes de Rome et de la Grèce ? Éric Gady souligne la disjonction très forte, dès Champollion et tout au long du siècle, entre, d'une part, la valorisation publique de l'égyptologie et de ses découvertes et, d'autre part, le nombre fort restreint de savants spécialisés dans cette discipline exigeante – en tout et pour tout une demi-douzaine de savants. Le soutien public à l'égyptologie fut massif : l'État consacra aux fouilles et à la dotation de l'Institut français du Caire des sommes élevées. Le ministère de l'Instruction publique permit également aux savants de publier leurs travaux en y souscrivant très largement. Cette politique scientifique ne saurait s'expliquer ni par le goût, d'ailleurs très vif et d'emblée relayé par la presse illustrée, des Français pour l'Égypte ancienne, ni même par les puissants relais dont disposaient les égyptologues auprès des autorités des régimes successifs. « Dans le miroir de l'égyptologie, écrit Éric Gady, les Français regardaient non les anciens Égyptiens mais un rêve contemporain de grandeur nationale » : la question de la présence de la France dans cette

zone d'influence disputée et, en particulier, la compétition avec la Grande-Bretagne expliquent plus que tout autre chose cet investissement massif de l'État dans l'égyptologie, qui alla de pair avec une diplomatie culturelle active, destinée à assurer sur place la mainmise française sur la direction des Antiquités.

Les relations étroites de la science et du monde politique sont également au cœur de l'article de Fabien Locher consacré aux débats sur la prédiction du temps sous le Second Empire. Issu d'une thèse d'histoire des sciences consacré à la météorologie en France au XIX^e siècle, cet article propose une analyse des controverses suscitées par la prétention de Philippe-Antoine Mathieu, dit Mathieu de la Drôme, à prédire le temps plusieurs années à l'avance. Ancien chef de file des républicains de la Drôme sous la Monarchie de Juillet, député sous la Seconde République, Mathieu de la Drôme suscita une violente polémique en soumettant à l'Académie des sciences en 1862 un opuscule intitulé *De la prédiction du temps*. L'ouvrage fut rejeté par l'Académie et en particulier par le directeur de l'Observatoire de Paris, Urbain le Verrier. Déroulant le fil de cette controverse, Fabien Locher souligne toute la dimension politique de cette affaire. L'action de Mathieu s'inscrit en effet dans un mouvement appelant à la constitution d'une science populaire, « alternative dans ses formes d'organisation, ses pratiques et/ou ses orientations théoriques, revendication associée à une certaine forme de radicalité politique », opposée à la science officielle, élitiste et hermétique. Mathieu réclame en effet une forme de production collective et décentralisée du savoir et appelle à une sanction publique de ses travaux en les publiant dans la presse. Dans cette quête démocratique décalée, Mathieu de la Drôme croise l'empereur lui-même, qui, par culture plébiscitaire, s'implique dans la polémique et ordonne à Le Verrier de transmettre à Mathieu les données de l'Observatoire de Paris, prenant ainsi parti pour l'opinion contre les instances scientifiques, de même qu'il va à la même époque examiner lui-même les toiles rejetées au Salon de 1863. Auteur d'une lignée d'almanachs au succès et à la longévité exceptionnels, Mathieu de la Drôme suggère ainsi tout l'arrière-plan politique de la revendication à la science populaire portée, sous le Second Empire, par l'essor de la presse illustrée et de vulgarisation scientifique.

Avec ses prédictions et ses almanachs, Mathieu de la Drôme s'est voulu sous le Second Empire le représentant de la voix et des intérêts de masses politiquement muselées, déplaçant son propos politique sur le terrain de la science populaire, en s'appuyant sur l'essor de la presse. À distance de l'histoire des sciences, l'article de Dinah Ribard sur la poésie ouvrière de la Monarchie de Juillet s'intéresse également aux modalités de la représentation du peuple hors des lieux légitimes de la parole politique. Dinah Ribard revient ici sur un objet « classique » de l'histoire du XIX^e siècle et de la révolution de 1848

depuis les travaux d'Alain Faure et de Jacques Rancière². Elle propose une déconstruction de l'événement « poètes ouvriers » – qui fut d'ailleurs posé d'emblée comme tel – à partir du double regard de l'histoire moderne et de l'histoire sociale de la littérature. S'intéressant à la réappropriation par ces poètes ouvriers d'un menuisier poète nivernais du XVII^e siècle, Adam Billaut, elle est amenée à mettre en évidence tous les échanges avec la littérature « instituée » qui fondent l'événement de cette poésie ouvrière – notant au passage que la pratique de la poésie en milieu ouvrier ne constitue en rien, en tant que telle, une nouveauté sous la Monarchie de Juillet. Ce qui est nouveau, c'est sa constitution en événement investi d'un sens politique et littéraire – c'est l'avènement à l'écriture de ceux qui en sont exclus. Soulignant l'intensité des liens de patronage entre auteurs reconnus et ouvriers poètes, Dinah Ribard montre justement que cet avènement à l'écriture passe par de subtils découpages de légitimité, les ouvriers s'appuyant sur les écrivains – Sand, Sue, Hugo – pour devenir eux-mêmes des poètes, les écrivains reconnus leur demandant de ne pas sortir de leur rôle de poètes ouvriers pour demeurer les ultimes poètes à parler, éventuellement, au nom du peuple. Ce qui est en jeu dans ce face à face complexe, c'est bien toute une conception de l'activité littéraire et des activités intellectuelles en général, que ces poètes pourtant porteurs d'une « parole » du travail, contribuèrent, avec d'autres, à mettre en opposition, justement, avec le monde des métiers.

L'article de Marie-Cécile Thorol nous conduit du côté de l'histoire administrative et tout particulièrement de l'histoire sociale des administrations, qui connaît actuellement en France un certain renouvellement. Sur les traces de Guy Thuillier, se construit en effet une histoire qui s'intéresse à la fois aux pratiques administratives, aux outils de gestion comme à la vie sociale des fonctionnaires. Fait remarquable, cette histoire se penche surtout sur la première moitié du siècle, où processus sociaux et identités collectives demeurent incertains. En s'intéressant aux fonctionnaires civils des administrations locales, Marie-Cécile Thorol s'interroge plus largement sur les conditions d'émergence d'un groupe social et sur les critères qui permettent de définir une classe sociale ou tout au moins un groupe social cohérent. Les définir est d'autant plus délicat que la Restauration et la Monarchie de Juillet qui empruntent à l'Ancien Régime n'ont pas encore donné de véritable statut à ces fonctionnaires. L'auteure passe en revue toute une série de critères qui pourraient ainsi permettre de décider ou non de l'émergence de ces fonctionnaires en tant que groupe. Mobilisant les traditions sociologiques issues de Max Weber comme de Pierre Bourdieu, elle retient aussi bien des critères liés au statut, à la sociabilité, aux symboles qu'à la façon dont des familles investissent ces professions. La lente installation des retraites par

2. Alain FAURE et Jacques RANCIÈRE, *La Parole ouvrière 1830-1851*, Paris, Union Générale d'Éditions, 1976 ; Jacques RANCIÈRE, *La nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvrier*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1981.

répartition et un temps de travail réduit mais surtout réglementé indiquent une première singularité. L'auteure montre par ailleurs comment l'usage de l'uniforme comme la participation à des cérémonies publiques fonctionnent comme une cristallisation de ce processus. Par là, le groupe se distingue du reste des professions – et parfois de la population –, renforçant à la fois leur sentiment d'appartenance et leur identification sur la scène publique. Marie-Cécile Thorat analyse en outre le rôle de la sociabilité dans cette construction. Réseaux amicaux et liens familiaux pèsent d'autant plus que le recrutement est encore largement à la discrétion des administrations locales. Enfin, la presse spécialisée facilite la circulation de cette identité en construction. C'est en regard de ces analyses des fonctionnaires et de l'administration locale qu'il faut comprendre les réformes successives du recrutement et la bureaucratisation de la seconde partie du XIX^e siècle.

Avec « le chalet infidèle », l'article de Michel Vernes reste proche des pratiques et des représentations de soi de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, mais dans une tout autre perspective, qu'on pourrait décrire comme une histoire socio-culturelle des formes architecturales. Michel Vernes présente donc ici l'histoire de la fortune d'une forme : le chalet et ses avatars. Mais loin de proposer une étude d'histoire de l'architecture et moins encore une monographie, il s'interroge, à partir du chalet, sur la construction de l'espace dans son entier – du territoire à l'habitat – dans un siècle qui en voit le remodelage complet par les ingénieurs des Ponts et Chaussées, le chemin de fer et l'urbanisation. Ces questions, posées notamment par Marcel Roncayolo, sont ici revisitées du point de vue des pratiques sociales et non plus seulement du point de vue des grands corps d'État et des interventions à l'échelle nationale ou départementale.

De la montagne suisse où les chalets sont découverts par les voyageurs, Michel Vernes suit leur appropriation sociale par une bourgeoisie qui y voit à la fois une modèle de vertu, un rêve communautaire sur un mode rousseauiste et un puissant instrument outil de colonisation de l'espace. L'appropriation est double : appropriation de la Suisse en même temps que du terrain conquis qu'on remodèle de fond en comble. Le chalet apparaît ainsi comme au cœur d'un de ces « jeux d'espace » identifiés par Louis Marin. Le désir de trouver une maison à soi, un nid vertueux car proche du ciel, dans la nature et loin des tumultes de la ville, donne en effet naissance à une délocalisation généralisée. Les chalets suisses tant admirés par les voyageurs se mettent à peupler les parcs paysagers avant de conquérir les lotissements de banlieue et les stations balnéaires. Et toute la Suisse vient avec : autour des chalets, plantation de sapins et travaux de terrassements font naître dans toute la France des Suisses en réduction. Ce que montre également cet article, c'est l'union, au XIX^e siècle, du sentiment et de l'industrie, du goût du pittoresque local et de la colonisation de l'espace. Car les chalets deviennent dès les années 1840, des produits industriels. Fabriqués en pièces détachées,

notamment à la Villette, près du canal et du chemin de fer, les chalets voyagent et deviennent des instruments de conquête de l'espace. En s'attachant à une forme, à ses évolutions et ses ancrages sociaux et spatiaux, Michel Vernes nous convie ainsi à un exercice d'herméneutique historique de l'espace. Son étude souligne enfin fortement le rôle de l'image qui, sous toutes ses formes permet la délocalisation comme la réduction : fruit du voyage comme outil des ingénieurs des Ponts et Chaussées et des architectes, elle réforme le réel jusque dans son sol et son paysage, modèle le territoire. Au XIX^e siècle, les cartes comme les gravures de monuments et de paysages changent en effet de statut : de relevés, elles se muent en outils de projection et d'aménagement.

On sait par ailleurs combien, au XIX^e siècle, l'image envahit l'espace, des pages des livres illustrés aux murs des villes (« immense nausée des affiches », écrit Baudelaire), du diorama au cinéma, de la gravure sur bois à la carte postale. Comme l'a noté Michel Foucault, s'ouvre un temps de la circulation rapide de l'image sur tous les supports et cette « frénésie neuve des images » modifie les imaginaires autant que le rapport au réel. Paradoxalement, les historiens français du XIX^e siècle s'intéressent peu à l'image au regard de sa place nouvelle dans la société. Ce chantier, ouvert au début des années 1990 par l'ouvrage collectif consacré aux *Usages de l'image au XIX^e siècle* et par celui de Jonathan Crary, *L'Art de l'observateur. Vision et modernité au XIX^e siècle*, reste peu balisé³. Pourtant en quittant le champ restreint d'une histoire des images comme simples représentations voire comme illustrations, l'histoire qui s'aventure dans la *camera obscura*, comme le suggéraient il y a déjà longtemps Michael Baxandall ou Francis Haskell, ouvre de nouvelles perspectives d'analyse de ces documents⁴. C'est en ce sens que nous avons voulu introduire, au sein de ce *varia* de la *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, un « Document » consacré à l'analyse d'images.

Dans un dossier consacré à la Commune de Paris, Éric Fournier, auteur d'une thèse sur les *Ruines de Paris* au XIX^e siècle, ne se contente pas de lire les images comme des reflets plus ou moins justes de la réalité. Il s'intéresse, en amont, à la fabrication des images des ruines de la Commune et, en aval, à leurs usages politiques par les Versaillais. Mais cette lecture serait simplificatrice si l'auteur ne montrait comment ce discours politique par l'image croise le goût du XIX^e siècle pour les ruines. S'intéressant aux modèles qui servent à produire ces images et à leur réception par la culture visuelle de l'époque, il montre comment le modèle ruiniste façonne ces images politiques. À côté

3. Jonathan CRARY, *L'art de l'observateur : vision et modernité au XIX^e siècle*, traduit de l'anglais par Frédéric Maurin, Nîmes, Éditions Jacqueline Chambon, 1994 et Stéphane MICHAUD, Jean-Yves MOLLIÉ et Nicole SAVY [dir.], *Usages de l'image au XIX^e siècle*, Paris, Éditions Créaphis, 1992.

4. Michael BAXANDALL, *L'œil du quattrocento : l'usage de la peinture dans l'Italie de la Renaissance*, traduit de l'anglais par Yvette Delsaut, Paris, Éditions Gallimard, 1985 ; Francis HASKELL, *La norme et le caprice : redécouvertes en art, aspects du goût et de la collection en France et en Angleterre, 1789-1914*, traduit de l'anglais par Robert Fuhr, Paris, Flammarion, 1986, et enfin, Francis HASKELL, *L'historien et les images*, traduit de l'anglais par Alain Tachet et Louis Évrard, Paris, Éditions Gallimard, 1993.

des caricatures et des symboles politiques dont l'histoire a été brillamment retracée pour la Révolution comme pour le XIX^e siècle, l'auteur montre que quantité d'images entrent dans le champ du politique de façon moins manifeste et cependant tout aussi de façon forte et décisive. Au-delà des images éloquentes, l'auteur nous rappelle que la médiatisation du XIX^e siècle donne massivement un caractère imagé à la politique. On connaissait l'usage de l'image par Napoléon III qui lui aussi empruntait à la tradition picturale ; on ignorait encore largement l'usage politique des images de destruction. Le traumatisme des bombardements de Paris frappe les imaginaires et entre en écho avec une culture visuelle du chaos et des ruines venue du XVII^e siècle et relayée en France au XVIII^e siècle, notamment par Hubert Robert. En jouant de cette iconographie, en apparence toute documentaire, les Versaillais donnent une place nouvelle à l'image dans le champ politique. Outre les portraits d'Appert et l'usage par la répression politique des photographies de groupes, Éric Fournier montre bien que ces images ont eu elles aussi une fonction politique, entre délice et effroi.

Un mot, pour finir, sur les comptes rendus publiés dans ce numéro, qui continuent de donner une large place aux productions anglo-saxonnes, et mèneront le lecteur d'une synthèse sur les salons du premier XIX^e siècle (Steven Kale) à la présence franciscaine en Terre Sainte (Giuseppe Buffon). On notera l'importance, dans cette livraison, de l'histoire religieuse, autour des livres de Guillaume Cuchet sur le Purgatoire et d'Isabelle Saint-Martin sur le catéchisme en images au XIX^e siècle. Enfin, on soulignera la forte présence de l'histoire politique, française (autour des ouvrages de Jean-Fabien Spitz sur le moment républicain et de Christophe Voilliot sur la pratique de la candidature officielle), britannique (autour de trois ouvrages sur Lord Salisbury) ou américaine (avec les travaux de William Gienapp sur Lincoln).